

Accords de Bretton Woods—Loi

Par ailleurs, combien de temps une économie peut-elle survivre, dans une région quelconque du monde, si elle est fondée sur une réduction des exportations et une augmentation des échanges commerciaux internes?

M. Heap: Je remercie le député d'avoir posé cette question, monsieur le Président, car elle arrive vraiment à propos. M. Siri a dit hier que la perte du Marché commun centre-américain par suite de la récession a été durement ressentie. Il n'est pas seulement question des oeilletons que ces pays vendent au Canada. Il y avait beaucoup d'échanges commerciaux entre eux et les différents pays avaient des activités complémentaires.

Le commerce entre ces pays, qui était la bougie d'allumage du secteur industriel, a chuté aux niveaux du début des années 1960. Les valeurs actuelles représentent moins du tiers de celles enregistrées durant la période la plus intense, c'est-à-dire en 1979-1980. La question n'est pas de savoir si ces pays feront des échanges commerciaux, mais quels genres d'échanges ils feront. Il est absolument illogique d'utiliser des terres fertiles pour cultiver des oeilletons qui égayeront nos foyers, alors que les enfants n'ont pas suffisamment de haricots et de riz pour se nourrir. Aucune raison d'ordre commercial ne nous permet de dire que les oeilletons sont plus importants pour nous que les haricots et le riz le sont pour les enfants. Les habitants de ces pays produisaient des haricots et du riz avant que le FMI ne vienne les aider. Avec des amis comme le FMI, ils n'ont pas besoin d'ennemis.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement les remarques du député de Spadina (M. Heap), qui a fait ressortir particulièrement la dimension latino-américaine de cette dette avec laquelle tant de gens et de pays sont aux prises ces temps-ci. C'est un problème, comme nous le disons souvent; cependant, ce problème semble très loin de nous et reçoit peu d'attention de la part de la Chambre des communes. Aujourd'hui, le gouvernement, par l'intermédiaire du ministre, présente ce projet de loi et espère qu'il sera rapidement mis aux voix. Je sais que le député se préoccupe profondément de ces questions et a travaillé avec d'autres gens pour essayer de sensibiliser les Canadiens à ce problème afin que des mesures de plus grande portée que celles proposées dans ce projet de loi soient prises.

Le député pourrait-il nous faire part, en une ou deux minutes, de certaines des conclusions qu'il a tirées de cette expérience au sujet de la façon de sensibiliser les Canadiens aux problèmes auxquels font face leurs frères et soeurs dans d'autres parties du monde? Le gouvernement essaie d'obtenir l'appui des Canadiens et des autres pays industriels en faveur de mesures beaucoup plus énergiques, beaucoup mieux orientées et beaucoup mieux financées que celles que le Fonds monétaire international semble prêt à appuyer.

M. Heap: Monsieur le Président, je remercie le député de sa question. Je peux lui donner réponse très brève en deux points. Premièrement, les Canadiens font beaucoup de bénévolat en Amérique centrale. Certains projets sont financés par l'ACDI, mais d'autres dépendent exclusivement de groupes religieux ou

d'autres organisations non-gouvernementales qui ne font pas appel à un financement public. Cela montre que les Canadiens tiennent à aider ces pays d'une façon concrète.

Deuxièmement, certains projets financés par l'ACDI sont excellents. L'an dernier, j'ai eu l'occasion de visiter un apiculteur quand je suis allé au Nicaragua avec l'Union parlementaire internationale. Son exploitation était relativement moderne, en ce sens qu'il utilisait des ruches identiques aux nôtres au lieu de troncs d'arbres creux comme auparavant. Les abeilles locales, croisées avec une espèce africaine, produisent davantage, même si elles demandent plus de surveillance. De plus, la production d'un nouveau fruit, dont une variété poussait probablement à l'état sauvage, a doublé depuis l'introduction des ruches.

● (1310)

La personne qui m'a présenté cet apiculteur était elle-même un apiculteur de l'Alberta, l'une des nombreuses personnes venues de cette province pour aider les gens de la région. L'ACDI l'avait envoyé aider ses homologues. Mon hôte ne possédait qu'une quarantaine d'hectares, mais il se débrouillait très bien, grâce aux techniques auxquelles l'apiculteur canadien l'avait initié. On pourrait lancer une foule de projets semblables.

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, au moment du dépôt de ce projet de loi devant la Chambre, je l'ai examiné et il m'a paru tout à fait inoffensif. Si on lui avait fait subir la procédure d'examen accéléré, il n'aurait peut-être même pas suscité de débat. C'est vraiment dommage, et cela indique que notre processus comporte des déficiences.

Ce projet de loi, qui tend à modifier la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, revêt une grande importance. Il donne à la Chambre l'occasion de discuter la crise de l'endettement du tiers monde et il s'agit là bien entendu d'une question qui est d'une importance tout à fait capitale pour l'avenir du monde, mais que notre Parlement aborde très rarement, sinon jamais.

Au public qui se plaint du caractère superficiel de nos préoccupations, du fait que nous semblons surtout nous inquiéter de savoir auprès de qui tel ministre a contracté un emprunt ou combien de paires de chaussures untel range dans sa garde-robe, et se demande pourquoi nous n'abordons pas les grandes questions, je répondrais que nous avons aujourd'hui l'occasion de le faire et j'espère que les députés du parti progressiste conservateur et du parti libéral vont en profiter pour discuter cette très grave question.

Elle est grave en effet. Nous parlons de quelque 120 pays en voie de développement. Leur dette totalise actuellement environ un billion et quart de dollars. Cette dette s'est en bonne partie accumulée au cours des années 1970 durant la crise du pétrole, au moment où battait son plein le recyclage des recettes pétrolières qui après avoir passé par les banques des pays développés et industrialisés ont été placées dans les pays en voie de développement.